

la bonne voie

par Hal Harvey

Peut-on à la fois réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et parvenir à la prospérité économique, et peut-on en même temps réorienter sans risque les grands flux de capitaux existants — dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'automobile et de l'énergie — des activités « sales » vers les activités « propres » et renforcer l'économie? Ce sont les questions avec lesquelles les décideurs se débattent alors qu'ils luttent pour tenter de prévenir un changement climatique dangereux.

Il y a une bonne nouvelle à ce sujet. Partout dans le monde, les décideurs, les ingénieurs, les entrepreneurs et les investisseurs ont démontré qu'il était tout à fait possible d'envisager une économie qui allie croissance et faibles émissions de carbone. Les procédés de fabrication japonais, les véhicules français, les constructions suédoises et les carburants automobiles brésiliens fournissent autant d'exemples d'activités émettant deux à quatre fois moins de carbone que la moyenne mondiale. Ce sont des politiques ingénieuses qui ont permis que l'on accomplisse ces progrès et que l'on ramène les émissions au niveau désiré.

L'éventail de telles mesures politiques — si tant est qu'elles soient adaptées aux conditions politiques et commerciales locales — n'a pas besoin d'être très large pour aider les pays à freiner l'augmentation des émissions de carbone, à les ramener à des niveaux permettant d'éviter une catastrophe climatique et à s'engager sur la voie de la prospérité tout en réduisant les émissions de carbone. Aujourd'hui, le défi majeur est de concevoir les bonnes politiques le plus rapidement possible : face à la menace imminente d'un changement climatique brutal, il n'y a pas de temps à perdre. Il faut s'efforcer de déployer au plus vite et partout dans le monde les politiques les plus efficaces.

Priorité 1 :

Une stratégie agressive en matière d'efficacité énergétique : l'investissement dans les technologies et les pratiques offrant un bon rendement énergétique est le moyen le plus rapide, le moins onéreux et le plus sûr de diminuer les émissions de carbone. Toute stratégie nationale en la matière devrait donc chercher en premier lieu à améliorer immédiatement l'efficacité énergétique dans les transports, l'électricité, le bâtiment et l'industrie, sachant qu'il s'agit des secteurs responsables de la plupart des émissions mondiales de carbone. Les bonnes politiques réduisent la consommation d'énergie et le nombre de centrales nucléaires, de puits de pétrole et de raffineries nécessaires à l'avenir; elles diminuent les dépenses liées aux importations énergétiques et la pollution de l'air au niveau local et permettent ainsi de réaliser des économies importantes. Elles stimulent également la création d'emplois : l'amélioration des installations industrielles, commerciales et résidentielles existantes exige une main d'œuvre qualifiée qui ne peut être sous-traitée. L'expérience nous a montré quelles sont les politiques qui sont efficaces :

Normes sur les économies de carburants pour les voitures et les camions. Grâce aux nouvelles technologies automobiles, les véhicules consomment en moyenne 5,6 litres/100 km, voire moins dans certains cas. Face à la volatilité des prix du pétrole et à

l'augmentation des rejets de dioxyde de carbone par les véhicules, les pays n'ont plus aucune excuse pour fabriquer des voitures aussi polluantes qu'il y a trente ans — comme le font encore aujourd'hui les Etats-Unis. Des mesures vigoureuses en faveur du développement de nouvelles technologies pourraient aisément permettre de fabriquer des voitures consommant 4 litres/100 km, voire moins. Appliquées de façon stricte et uniforme, les normes sur les économies de carburant sont un moyen d'y parvenir, et d'économiser ainsi des milliards de dollars, d'atténuer les problèmes de balance commerciale et de réduire considérablement les émissions de carbone.

Normes sur les appareils. La mise en place de normes d'efficacité énergétique pour les appareils domestiques, tels que les réfrigérateurs et les luminaires, et pour les équipements industriels comme les moteurs et les compresseurs, est une solution toujours gagnante. Les normes sur les réfrigérateurs ont permis aux Etats-Unis de réduire de plus de 75% la consommation de l'énergie utilisée pour le stockage des aliments tout en réalisant des économies. L'adoption de normes largement acceptées par les consommateurs, comme c'est le cas en Europe, contribue à l'harmonisation des appareils sur les différents marchés. Tous les pays devraient adopter les meilleures pratiques disponibles de manière à promouvoir l'homogénéité des produits sur le marché.

Codes modernes de construction. Les pays qui ont adopté des codes de construction strictes et appliqués de façon efficace ont réduit leur consommation d'énergie de plus de 75 %; grâce aux bonnes pratiques et au développement de technologies qui améliorent sans cesse les codes de construction, ce chiffre devrait très bientôt atteindre 90%. Les bâtiments ont une durée de vie de cent ans ou plus — c'est pourquoi des codes bien conçus auront des effets bénéfiques pendant très longtemps; il s'agit d'un point particulièrement important pour les pays où les villes connaissent une croissance rapide. L'absence de code condamne les habitants à des coûts énergétiques plus élevés et entraîne des émissions plus importantes de carbone qui pourraient facilement être évitées.

Bien réglementer les entreprises de service public. Les compagnies électriques sont responsables de plus de la moitié des émissions mondiales de carbone. Grâce à des réglementations judicieuses, elles pourraient devenir l'une des premières sources de capital pour les projets d'énergie propre à grande échelle et les investissements dans l'efficacité énergétique. La Californie fait figure de précurseur en la matière; les investissements de ses compagnies électriques dans l'efficacité énergétique surpassent désormais ceux du ministère américain de l'Energie et se traduisent par d'énormes économies d'argent pour les consommateurs. Les gouvernements peuvent faire des entreprises de service public le moteur d'une économie basée sur les énergies propres en adoptant des mesures qui les inciteront à trouver des moyens d'améliorer la performance énergétique et d'en tirer profit.

Meilleures pratiques en matière d'efficacité industrielle. Les cimenteries les plus efficaces sur le plan énergétique émettent deux fois moins de CO₂ par tonne produite que celles qui sont mal conçues. Il est indispensable que les industries des secteurs de l'acier, de l'aluminium, du papier et de la pâte à papier, qui sont parmi les plus gros consommateurs d'énergie au monde, adoptent les meilleures pratiques disponibles au niveau mondial. De nombreuses entreprises hollandaises ont signé des « chartes de performance énergétique » (*Benchmarking Covenants*) avec le gouvernement en vertu desquelles elles s'engagent à se situer parmi les 10 % d'entreprises les plus efficaces au monde en matière de performance énergétique d'ici à 2012 au plus tard. Ces accords volontaires créent un avantage compétitif à long terme tout en freinant considérablement la consommation d'énergie.

Dans chacun des exemples mentionnés, les défaillances du marché qui poussent à gaspiller l'énergie ont été palliées par des politiques bien conçues. Dès que ces mesures correctives sont appliquées, le marché prend le relais en stimulant l'innovation en faveur d'un développement économique à faibles émissions de carbone. Ces politiques permettent d'économiser de l'argent, de créer des emplois, de contribuer à la bonne santé des économies locales et de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.



Priorité 2 :

La transition vers une énergie propre : Il est tout aussi important d'assurer un approvisionnement énergétique à partir de sources d'énergies propres que d'améliorer l'efficacité énergétique. Les grandes centrales traditionnelles au charbon qui ne capturent et ne stockent pas leurs émissions de carbone représentent une menace considérable pour le climat. Il est indispensable que les gouvernements adoptent le plus tôt possible des mesures d'incitation en faveur des technologies relatives aux énergies renouvelables ainsi qu'à la capture et au stockage du carbone. Les technologies propres qui génèrent de l'électricité sans émettre de carbone sont disponibles sur le marché et applicables à différentes échelles — mais elles doivent être encouragées par les décideurs politiques pour percer sur les marchés. Encore une fois, il existe des politiques efficaces qui vont conduire à une nouvelle génération de technologies propres. Elles ont toutes montré qu'elles pouvaient stimuler un développement rentable de l'éolien, du solaire et d'autres sources d'énergie émettant peu ou pas de carbone.

Normes de performance en matière d'émissions de gaz à effet de serre pour les entreprises de service public. Ces normes imposent des limites à l'émission de gaz à effet de serre par kilowattheure produit et s'appliquent à toutes les entreprises productrices d'électricité. Utilisées pour contrôler les émissions de SO₂ et de NO_x depuis des années, de nombreux états américains les appliquent maintenant également aux émissions de CO₂.

Normes sur l'inclusion des énergies renouvelables (Renewable portfolio standards). En vigueur dans la moitié des états américains, en Chine et en Europe, ces normes exigent qu'un pourcentage minimum — augmenté tous les ans — de l'électricité produite par les compagnies électriques provienne de sources renouvelables. Le marché identifie alors les technologies qui répondent le mieux à ces normes tout en étant les plus rentables, ce qui a déjà permis de créer aux Etats-Unis un marché de l'énergie propre d'une valeur de 65 milliards de dollars.

Lois fixant des tarifs minimums garantis pour les énergies renouvelables (Feed-in tariffs). Il s'agit d'offrir un prix plancher garanti pour l'électricité provenant de sources propres et renouvelables. Appliquée pour la première fois vers la fin des années 1980 dans la petite ville d'Aachen, en Allemagne, cette méthode s'est avérée extrêmement efficace.

Priorité 3 :

Une planification urbaine intelligente : le monde s'urbanise à une vitesse incroyable : plus de trois milliards de personnes habitent déjà en milieu urbain et ce chiffre devrait doubler d'ici à 2050. L'espoir d'atteindre la prospérité tout en réduisant les émissions de carbone s'amenuise au fur et à mesure que la croissance urbaine empiète sur les terres agricoles, qu'elle éloigne les logements du lieu de travail et qu'elle contraint la population à dépendre toujours plus des transports automobiles.

Une bonne planification urbaine repose sur cinq éléments fondamentaux :

- La densité : il faut éviter l'expansion urbaine si l'on veut mettre en place des solutions de transport efficaces.
- Les zones mixtes et le développement axé sur les transports en commun : l'implantation de services clés à proximité des quartiers résidentiels permet aux habitants de trouver ce dont ils ont besoin près de chez eux et réduit de la sorte la demande en matière de transport.
- Des transports en commun rapides, propres et sûrs.
- Un paysage urbain convivial.
- Des bâtiments respectueux de l'environnement conçus et construits dans le souci d'éviter les déchets.

Cette liste peut varier, mais la théorie de base est claire : une bonne planification urbaine, axée sur les gens plutôt que sur les voitures peut faire toute la différence.

Tous ces exemples montrent que les ingrédients nécessaires pour parvenir à la prospérité tout en réduisant les émissions de carbone sont déjà connus et ont fait la preuve de leur efficacité. Une fois adaptés aux conditions locales et adoptés à grande échelle, ils permettront d'économiser des centaines de milliards de dollars de dépenses inutiles, notamment en ce qui concerne les centrales électriques, les raffineries et les routes, tout en réduisant la pollution, la congestion routière et les dépenses des consommateurs. Plus important encore, ils donneront à nos enfants la possibilité d'hériter d'un climat à même de maintenir la diversité humaine et naturelle de la planète. 